

s palestiniens

Le quotidien d’un camp de réfugiés

Plus de 1,32 millions de réfugiés palestiniens vivent dans les 59 camps recensés officiellement en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza, en Jordanie, en Syrie et au Liban. Un grand nombre d'entre eux doivent vivre dans des conditions de grand dénuement et sont privés des plus élémentaires droits civils, politiques et humanitaires. Leur quotidien est marqué par la lutte pour la survie et l'absence de toute perspective.

Plus d'un million de réfugiés de Gaza et de Cisjordanie vivent en-dessous du seuil de pauvreté. A l'étroit dans ces camps surpeuplés et exigus, les réfugiés ne disposent d'aucune sphère privée et les enfants manquent d'espaces de jeux, pourtant si importants pour leur développement. La superficie des camps n'a pratiquement pas varié en 60 ans, alors que leur population a quadruplé. Dans 16% des ménages vivent en moyenne plus de 3 personnes par pièce.

Les camps de réfugiés symbolisent le caractère provisoire de l'exil et l'exigence du droit au retour. Même après 60 années d'exil, les camps ne sont pas devenus une nouvelle patrie dans l'esprit des réfugiés. Ils n'ont jamais abandonné l'espoir de retrouver un jour leurs villages d'origine, dont la plupart ne sont éloignés que de quelques kilomètres des camps.



Mur en construction, camp de réfugiés d'Aïda, près de Bethléhem, 2004

...la dépossession se poursuit!

Les discriminations et les expulsions se sont poursuivies légalement après la première expulsion de masse de la population palestinienne liée à la création de l'Etat d'Israël en 1948. En 1967, 430'000 Palestinien-ne-s ont été expulsé-e-s hors de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Depuis 2002, avec la construction du Mur dans les territoires occupés et à Jérusalem, la politique d'expulsion connaît une nouvelle aggravation: destructions de maisons, expropriations des terres et privation du droit de séjour. En Israël même, ce sont aujourd'hui en premier lieu les Bédouins du Néguev qui sont touchés par une destruction de leur culture et de leur mode d'habitat, et par des transferts forcés. Mais les Palestinien-ne-s, resté-e-s dans leurs villages après 48, voient aussi leurs maisons détruites, selon un nouveau plan de « développement » visant à accélérer le transfert de la population palestinienne hors d'Israël.

Expulsés par la colonisation

Inhérente au projet sioniste depuis ses origines à la fin du XIXe siècle, la colonisation a reçu son véritable élan après la guerre des Six Jours grâce aux gouvernements travaillistes en place. L'arrivée au pouvoir du Likoud en 1977 a encore accéléré cette dynamique. La faillite du processus d'Oslo dans les années 90 s'explique aussi par l'augmentation du nombre de colons en Cisjordanie qui passe de 100 000 en 1992 à 151 000 en 1996. Il faut souligner que toutes les colonies installées dans les territoires palestiniens occupés sont illégales d'après le droit international. Aujourd'hui 400 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Les territoires palestiniens sont désarticulés, enclavés et les perspectives d'autonomie sont plus que réduites.

A côté de Jérusalem, la vallée du Jourdain fait actuellement partie des régions prioritaires pour la politique israélienne de colonisation et d'annexion. Une moitié de ce territoire est déjà contrôlée par des colonies et des parts supplémentaires importantes ont été déclarées zones militaires interdites. Il ne reste aux agriculteurs palestiniens que 4 % de leurs terres arables. L'accès à la vallée est totalement contrôlé par l'armée. Depuis avril 2006, seuls les Palestinien-ne-s domicilié-e-s dans la vallée du Jourdain et âgés de plus de 30 ans ont le droit de franchir les check points. Avec la destruction massive des habitations et des puits, tout est fait pour rendre la vie dans la vallée impossible aux Palestiniens. Ceci constitue aussi un processus d'expulsion silencieuse.

Expulsés par la construction du Mur

Depuis 2002, Israël construit un Mur de 730 kilomètres de long en Cisjordanie occupée. Il sépare les colonies juives, les sources d'eau ainsi que les terres arables des villes et villages palestiniens; le déplacement et l'accès à ces cultures sont devenus inaccessibles aux palestiniens. D'après des déclarations officielles, le gouvernement veut annexer la moitié des surfaces des terres palestiniennes soustraite grâce au tracé du Mur. De nom-

breux Palestiniens ne peuvent même plus atteindre leur lieu de travail en Cisjordanie et sont souvent coupés de leurs parents, de leurs hôpitaux et de leurs écoles. La situation est très grave à Jérusalem où, à cause de la construction du Mur, 80'000 habitants palestiniens se sont vus privés du droit et de la possibilité de se déplacer librement dans leur ville et d'accéder aux services du centre, que ce soit pour l'accès aux soins médicaux, pour se rendre au travail, ou simplement pour des achats ou des visites. Avec la résolution ES-10/15 du 20 juillet 2004, l'Assemblée générale des Nations Unies a entériné l'avis de droit de la Cour Internationale de Justice qui a condamné l'édification du Mur parce qu'elle est contraire au droit international. La résolution exige que l'Etat israélien mette un terme à sa construction, démantèle les parties construites et répare les dommages causés. Elle affirme aussi que «tous les États sont dans l'obligation de ne pas reconnaître la situation illicite découlant de la construction du Mur et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par cette construction; tous les États parties à la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, ont en outre l'obli-



Les dessins de Naji Al Ali, sont tirés du site najialiali.com

gation, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, de faire respecter par Israël le droit international humanitaire incorporé dans cette convention; (...).

Expulsés par la destruction de maisons

Le Comité israélien contre la destruction de maisons (ICAHD) estime à 12'000 le nombre de maisons palestiniennes détruites arbitrairement depuis 1967, dont plus de 4000 rien que dans les sept dernières années. Le nombre de sans-abris est estimé à 50'000. Les maisons sont détruites par l'armée à l'aide de bulldozers, de pelleteuses et d'explosifs, souvent sans préavis. A l'arrivée des unités de démolition, les personnes touchées n'ont souvent que quelques minutes pour rassembler quelques affaires et quitter leur maison.

Le siège de Gaza: un crime contre 1,4 million de civils

Depuis que le gouvernement israélien a déclaré Gaza «zone hostile», 1,4 million de civils subissent une punition collective sans précédent de la part de la puissance occupante. Des dizaines de personnes sont mortes suite à la pénurie de médicaments ou par l'impossibilité de se rendre dans des hôpitaux extérieurs. Les besoins les plus vitaux, comme l'eau potable, l'électricité, la nourriture, les fournitures nécessaires et les pièces détachées essentielles pour le fonctionnement des hôpitaux manquent cruellement. Le bouclage total, l'emprisonnement d'une partie "superflue de l'humanité" à la quelle on veut rendre la vie impossible fait partie du rejet de la reconnaissance du peuple palestinien avec ses droits inaliénables.

Notes bibliographiques

Ilan Pappé

*Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, Paris, 2008. S'appuyant sur des documents d'archives, des journaux personnels de dirigeants et des témoignages directs, l'historien reconstitue minutieusement l'entreprise systématique d'expulsion et de destruction opérée par les forces sionistes en Palestine entre 1947 et 1949.

Dominique Vidal

(avec Sébastien Boussois), *Comment Israël expulsa les Palestiniens* (1947-1949), L'Atelier, Paris, 2007. Ce livre, qui constitue une édition actualisée et augmentée du Péché originel d'Israël (L'Atelier, 1998 et 2002), présente une synthèse des ouvrages des «nouveaux historiens» israéliens consacrés aux racines du conflit israélo-palestinien et dont beaucoup n'ont toujours pas été traduits en français.

Tom Segev

*Le Septième million. Les Israéliens et le génocide*. Liana Levi, Paris 2003 (rééd.). Tom Segev, l'un des chefs de file des «nouveaux historiens» israéliens, étudie dans cet ouvrage portant sur les immigrants rescapés de la Shoah le rapport entretenu par le mouvement sioniste puis par la société israélienne avec le génocide et l'héritage du génocide).

Alain Gresh

*Israël, Palestine. Verités sur un conflit*, Fayard, Paris, 2007. Dans cette nouvelle édition actualisée du livre paru pour la première fois en 2002, Alain Gresh revient notamment sur le rôle de la communauté internationale dans l'échec du processus d'Oslo.

Michel Warschawski

*A tombeau ouvert. La crise de la société israélienne*. La Fabrique, Paris, 2003. Le militant pacifiste franco-israélien lance un réquisitoire contre l'«intégrisme militaire», le messianisme, la «mentalité coloniale» et le racisme qui gangrènent la société israélienne.

Ella Shoat

*Le Sionisme du point de vue de ses victimes juives. Les Juifs orientaux en Israël*, La Fabrique, Paris, 2006. L'auteure analyse les racines historiques de l'«oppression structurelle que subissent les Juifs orientaux en Israël» et montre comment le sionisme, idéologie eurocentrée et coloniale, a conduit à l'acculturation et à la dévalorisation des Arabes juifs.

Rashid Khalidi

*Palestine, Histoire d'un Etat introuvable*, Actes Sud, 2007. Titulaire de la chaire Edward Said à Columbia University, l'auteur décrit le jeu des principaux acteurs qui ont enfermé la Palestine dans une «cage de fer». Livre de référence et synthèse indispensable de 1920 à nos jours.

Histoires d'Israël «Manière de voir»

bimestriel du *Monde diplomatique*, n. 98, avril-mai 2008, coordonné par Dominique Vidal. Les notes bibliographiques dans ce cahier sont tirées de cette publication.

Sites internet:

www.pchrgaza.org

Le Palestinian Centre for Human Rights basé à Gaza documente minutieusement les violations quotidiennes des droits humains de la population palestinienne, de la part des forces d'occupation israéliennes, mais aussi des autorités palestiniennes.

www.france-palestine.org

Le site de l'association France Palestine Solidarité, offre l'une des meilleures documentations disponibles en français sur le conflit ainsi que plusieurs traductions quotidiennes d'articles et essais.

www.alternativenews.org

Le site de l'Alternative Information Centre de Jérusalem, l'organisation co-fondée par Michel Warschawski offre un mélange de documentation et analyses.

www.btselem.org

B'tselem est l'organisation israélienne qui surveille et dénonce avec le plus de professionnalisme les crimes et violations des droits humains des forces israéliennes dans les territoires occupés.

Huile d’olive de Palestine



Construire la paix  
et assurer l’avenir  
des petits paysans  
palestiniens.

Bouteilles de 5 dl d’huile d’olive bio, pressée à froid et extra-vierge, au prix équitable de 21 frs. qui permet de cofinancer de nombreux projets de solidarité.

Organisation partenaire:  
Palestinian Agricultural Relief Committees  
(www.pal-arc.org)

Commandes de bouteilles d’huile d’olive:  
www.olivenoel-palaestina.ch.

Pour la Suisse Romande:  
Michèle Courvoisier 022 347 30 76